

Protection de la biodiversité Rio Tinto QMM va au-delà des cahiers des charges



Johny Rabenantoandro montre les pots en plastique réutilisables en pépinière pour éviter la pollution des sachets jetables.

65 espèces d'arbres endémiques sur les sites d'exploitation. Celle-ci risque de les faire disparaître. Mais la compagnie est présente à Fort-Dauphin depuis 1986. Directeur de la biodiversité et de la réhabilitation, Johny Rabenantoandro souligne qu'elle a mené 20 ans d'inventaire sur ces sites et effectue des expérimentations. Les espèces endémiques sont donc réimplantées dans la zone de conservation, soit sur 720 ha au sein des 3 sites miniers, Mandena, Sainte-Luce et Petriky. Cette superficie représente les lambeaux de forêt littorale de la région. La mine à la rescousse de la forêt ? Cette question occupe l'un des panneaux du centre d'information sur la biodiversité créé en 1996 à Mandena. Si les cahiers des charges oblige QMM à reboiser 500 ha avant l'exploitation pour les besoins de la population, elle a réalisé 700 ha et d'autres 300 ha en partenariat avec le ministère des Eaux et Forêts et l'USAID. Les essences plantées sont à croissance rapide. En dehors des sites miniers, elle a mis en place des aires protégées non exigées par les cahiers des charges et totalisant près de 34 400 ha. Cette décision s'explique par la richesse en biodiversité de la région. L'inventaire mené par QMM a permis de découvrir des essences inconnues.

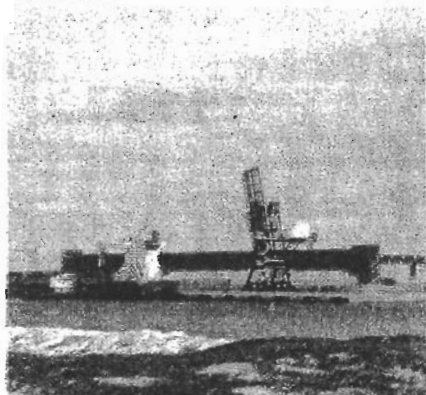
Sinon, la mise en place d'une aire protégée à Tsitongambarika (30 000 ha) protège les réserves d'eau pour l'irrigation et l'alimentation en eau douce pour Fort-Dauphin. Dans la région Anosy, d'autres organismes privés et publics travaillent aussi pour la biodiversité. C'est pour cette raison que la task force environnementale a été créée en 2007. Elle a un objectif de coordination et non de contrôle. Mais le partage d'informations renforce les activités de contrôle, d'autant que les services publics manquent de moyens pour quadriller la région. D'après le directeur de la biodiversité et de la réhabilitation, la région Anosy peut être fière d'avoir été l'un des pre-

miers à élaborer des documents de référence comme le Tableau de bord environnemental (TBE) et le Schéma de développement régional (SDR). De 2001 à 2004, le SDR s'est décliné en 4 phases, soit le diagnostic, l'analyse des forces et des faiblesses, les alternatives à cette analyse et le plan d'actions. Plus tard, le SDR a beaucoup inspiré la région dans l'élaboration du Plan régional de développement (PRD).

Concernant les activités sur la biodiversité de QMM, les recherches sur une quinzaine d'années sont consignées dans un ouvrage de 400 pages publié par la Smithsonian, le 1er institut américain à vocation éducative et de recherche comptant 19 musées, 9 centres de recherche et plus de 140 musées affiliés dans le monde. Grâce à ces activités, la compagnie a raflé récemment le « *Green mining award* » organisé par l'établissement sud-africain Nedbank. Cette récompense n'est pas seulement les résultats des travaux des scientifiques. Les communautés y sont associées à l'instar d'Alice Haova. Avec ses connaissances empiriques améliorées par des formations, cette paysanne est devenue une experte en graines pour les essences autochtones et endémiques des sites concernés. Elle perçoit 306 000 ariary de salaire mensuel et depuis mai 2000, elle s'est achetée 6 zébus et 2 porcs, tandis que ses 5 enfants sont tous scolarisés. 60 ressources humaines locales font le même travail qu'Alice Haova. En tout, la filière biodiversité de QMM emploie 85 personnes. Notons que la zone de conservation est co-gérée avec les communautés locales. Celles-ci sont professionnalisées à travers l'élaboration du plan de travail annuel, du budget... Elles vont développer le tourisme dans la zone de conservation en partenariat avec les professionnels du secteur. Les communautés peuvent aussi tirer profit de la zone de conservation par d'autres activités comme l'apiculture.

Port Ehoala Un bateau de croisière y accostera en mars

Sinfonia, c'est le nom de baptême du premier navire de croisière qui accostera au port d'Ehoala à Fort-Dauphin en mars prochain. Jusqu'ici, 800 croisiéristes se sont inscrits et ce nombre peut encore augmenter d'après Nicolas Ramahafadrahona, superviseur de cette nouvelle infrastructure portuaire, filiale de la compagnie minière Rio Tinto QMM. Notons qu'à travers le financement de 35 millions de dollars de la Banque mondiale sur un investissement total de 275 millions de dollars, l'Etat malgache est aussi actionnaire du port d'Ehoala. 70 navires y ont fait escale depuis juillet 2009, soit depuis son ouverture au public. Cette année, 4 navires de croisière dont Sinfonia y sont attendus. Même si Fort-Dauphin a développé le tourisme depuis longtemps, il risque fort d'être débordé par les croisiéristes. C'est pour cette raison qu'un comité a été créé afin de coordonner toutes les activités autour de l'accueil de ces touristes. D'après le président de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Fort-Dauphin, M. Chabani, le port d'Ehoala est l'avenir économique de cette ville.



Ehoala n'est pas seulement un port minéralier mais aussi un port ouvert au public (ici, un bateau transportant du sisal et d'autres produits).

Un protocole d'accord entre la CCI et le port est prévu bientôt. Il devrait permettre aux opérateurs locaux de bénéficier d'une remise de prix et d'une zone qui leur sera dédiée étant donné que le port dispose de 400 ha dénommés Ehoala park. La CCI reconnaît que lors de la phase de construction de la compagnie minière de 2006 à 2008, les opérateurs locaux ne se sont pas réellement préparés pour en profiter pleinement. Désormais, cette chambre consulaire entend y remédier pour exploiter efficacement l'accès au nouveau port. En partenariat avec le fournisseur d'accès à Internet, DTS Moov, elle programme cette année des formations en informatique pour ses membres après la formation en langue anglaise en partenariat avec l'ONG Azafady et Discovery english club en 2009 et la formation duale avec la CCI de Hambourg pour la même année. En attendant, Fort-Dauphin et les environs bénéficient déjà de prix modérés des PPN comme le riz en période de soudure. C'est grâce au port qui permet un approvisionnement moins cher et qui a fait éclater les monopoles.

A l'heure actuelle, le sac de riz de 50 kg coûte 50 000 ariary à Fort-Dauphin contre 80 000 ariary auparavant. Des opérateurs estiment que si le pays dispose d'une flotte nationale, les coûts des opérations maritimes devraient connaître une réduction significative allant jusqu'à 50%. Celle-ci qui résoudra une bonne partie des problèmes d'inflation causés par la cherté des importations. Entre Toamasina et la région de la SAVA par exemple, les PPN commercialisés principalement par des Chinois et des Indiens valent dans les 100 millions d'ariary par mois. Ils reviennent chers auprès des consommateurs finaux à cause des frais de transport exacerbés par l'absence d'une flotte nationale. Ce problème affecte aussi la compétitivité des entreprises qui misent sur le commerce régional de la SADC et du COMESA. Pour le port d'Ehoala, Fort-Dauphin et une grande partie du Sud du pays peuvent désormais s'approvisionner par voie maritime. Un navire fait en 17 jours le trajet Ehoala-Singapour et pour relier Toamasina, le voyage dure 25h. Ehoala peut accueillir des navires de toutes tailles dont des tankers pétroliers, des bateaux minéraliers.

Fanjanarivo

Fort-Dauphin : agriculture et pêche bénéficient des mines

Des carottes, des betteraves, des concombres... Auparavant, Fort-Dauphin et ses environs devaient importer ces produits de Fianarantsoa et d'Antsirabe. Ce n'est plus le cas maintenant. Depuis 2007, l'appui technique et en matériels et intrants de la compagnie minière Rio Tinto QMM pour 1 500 paysans dans les communes d'Ampasy Nahampoana et de Mandromondromotra explique ce changement. Le chef de service du programme de développement, Yvette Rabeninary souligne que l'approche n'est pas celle d'un projet puisque l'exploitation minière durera sur au moins 40 ans. Le suivi des activités est hebdomadaire et la formation très renforcée. Ces paysans assurent désormais 40% des besoins de Sodexo, l'entreprise qui gère les cantines de QMM. Par la même occasion, ils améliorent leur alimentation. Un des bénéficiaires de l'appui, Balison affirme qu'avec ses revenus, il peut subvenir aux be-

soins de son ménage et envisage plus tard d'acheter des marmites et des zébus.

Quant à Jonés Miambito, il a une nouvelle maison en 2 ans grâce au vétiver, une plante qui stabilise les dunes. Les besoins de QMM sur cette période étaient de 2 millions d'unités. Le vétiver a un autre avenir : il fertilise le sol et sert d'anti-érosif pour protéger les terres agricoles des bas-fonds. A travers 12 agences d'exécution, la compagnie incite les paysans à diversifier leurs activités. C'est ainsi que la culture d'arbres fruitiers est en essai dans les deux communes. Afin de mieux écouler les produits agricoles, un partenariat avec les restaurants est envisagé cette année. Un projet avec la commune urbaine de Fort-Dauphin pour la création d'un marché aux légumes, est également en gestation. Plus tard, Fort-Dauphin pourra même exporter en dehors de la région, d'autant que l'engrais devra améliorer la production. Les essais sur le lombricompost (engrais

composé de pailles de riz ou de vétiver et de lombrics) sont concluants. On peut obtenir en 45 jours 80 kg de lombricompost pour 3 platebandes de cultures maraîchères. Cet engrais vient à point nommé car les paysans utilisent 70% de leur engrais organique pour la riziculture. Sinon, certains n'ont pas de zébus et ne disposent donc pas d'engrais. Le lombricompost leur vient en aide.

De plus, les ferrailles de la compagnie sont recyclées en matériels agricoles (charrues, bêches, faucilles...). Depuis mai dernier, 15 paysans travaillent 35 t de ferrailles et bénéficient d'une formation et d'une dotation en matériels. Ils répondent à un besoin réel parce qu'il faut aller à Tsivory, à 170 km d'Ampasy Nahampoana, pour se procurer des matériels agricoles. D'ores et déjà, ils ont eu des commandes d'un projet du PNUD et des clients de l'institution de microfinance Fivoy. Grâce à ce travail de forge, ces paysans affirment qu'ils peuvent scolariser leurs en-

fants et investir plus dans les travaux agricoles. Ils prospectent d'autres marchés comme celui des brouettes et des paumelles. Dans le secteur pêche, 15 ménages d'Andranokana, un village situé à 8 km de Fort-Dauphin, s'essaient à l'élevage d'anguilles et y réussissent. En quelques mois d'activités, les commandes d'anguilles vivantes affluent. La production est de 100 kg/semaine. L'objectif est de 500 kg pour répondre à des demandes japonaises et thaïlandaises. Le technicien encadreur, Zo Rajoelina précise que cet objectif sera atteint incessamment. Sur le marché local, une anguille est cédée à 5 000 ariary/kg et le bénéfice est presque 100%. Si les villageois d'Andranokana étaient parmi les premiers à contester à tort ou à raison le projet de QMM, ils sont désormais parmi les premiers à l'apprécier. Depuis 2006, la compagnie a injecté 14 millions de dollars pour des programmes et projets de développement.

Rio Tinto QMM

120 millions de dollars pour l'économie locale

17% ou 120 millions de dollars sur les 700 millions de dollars d'investissement.

C'est le montant injecté par le leader mondial minier, Rio Tinto QMM, dans l'économie locale pendant sa phase de construction entre 2006 et 2008. Lors d'un voyage d'information la semaine dernière à Fort-Dauphin, le président de la compagnie à Madagascar, Ny Fanja Rakotomalala précise que ce montant a servi à payer les salaires et les approvisionnements locaux. Les recettes fiscales versées sur la même période sont de 13 millions de dollars. Elles sont inférieures aux apports de la compagnie dans l'économie locale. Cette dernière bénéficie d'importantes facilités fiscales autorisées par la convention d'établissement votée par les députés en 1998. En principe, l'Etat gagne peu en matière de recettes fiscales pour un projet de l'envergure de celui de Rio Tinto (750 000 t/an d'ilménite et 60 000 t/an de zirsill ou de zircon mélangé à de la silice en vitesse de croisière). Pour l'Impôt sur les bénéfices des sociétés devenu Impôt sur le revenu (IR), la compagnie bénéficie d'un taux de 10% de la 6ème à la 10ème année d'exploitation contre 23% actuellement pour les autres entreprises.

Pour l'acquisition de biens et de services, elle est exemptée de



Toutes les activités de développement appuyées par QMM font l'objet d'une concertation avec les autorités locales, communales et régionales.

la TVA. Pendant la période d'investissement initial, elle bénéficie de la franchise douanière, c'est-à-dire qu'elle ne paie ni droit de douane, ni taxe d'importation ni droit d'accès ni TVA. Elle est également exemptée de la taxe sur les produits pétroliers. Malgré tout, les apports de la compagnie dans l'économie locale et régionale sont très importants. La preuve en est le montant injecté dans cette économie rien que pour la phase de construction. De plus, les dépenses locales vont augmenter d'après le président de Rio Tinto QMM. De janvier à avril 2009 déjà, elles ont représenté 13 millions de dollars ou 56% des dépenses totales. Elles atteindront les 80% dans 5 ans et il rappelle que l'exploitation s'étalera sur 40 à 50 ans. Des opérateurs

ont saisi ces opportunités. Coordinateur du développement économique, Hugues Razafindramosa note que 54% des entreprises fort-dauphinoises ont moins de 5 ans. Après la construction, les besoins de la compagnie demeurent multiples et sont au nombre de 5 000 articles : ils vont des outils en tuyauterie aux produits agricoles, des consommables informatiques aux fournitures de bureau etc.

Des articles comme la tuyauterie, les roulements et les compresseurs peuvent être fabriqués localement d'après ce responsable. Il faut seulement répondre aux normes de la compagnie. Ces marchés offrent aux opérateurs intéressés l'opportunité de relever le niveau de qualité de leur production selon des stan-

dards internationaux. Il en est de même des palettes pour transporter le zirsill. Le besoin est de 20 000 palettes par an en vitesse de croisière. Aucune société basée à Fort-Dauphin ne peut y répondre et à Tanà, l'offre disponible est dérisoire pour un prix 3 fois plus cher qu'en Afrique du Sud où les offres sont également en nombre insuffisant par rapport aux besoins. La compagnie compte toutefois sur la grande capacité d'adaptation des entreprises malgaches pour s'engouffrer dans ces nouveaux métiers. Les services de nettoyage sont un nouveau métier à Fort-Dauphin, mais l'entreprise Népenhès créée en 2007 est déjà forte de 150 employés et fera faire un audit cette année pour obtenir les normes ISO.

Fanjanarivo